

La question linguistique à Montauban (1790-1793) Avec Gautier -Sauzin

Texte publié dans la revue *Lengas* n°17 qui reprend les interventions d'un colloque tenu à Montpellier en 1985 à l'initiative de l'association *Obradors* et portant sur la question linguistique et la révolution française.

1976: *Les drapiers jacobins*, pièce d'A. Benedetto jouée à Montauban dans le cadre du Festival d'Occitanie. La pièce est éditée avec une préface de Félix Castan et des notes (1).

Point de départ de cette pièce : la « pétition » d'un certain Antoine Gautier-Sauzin.

Le sujet : la question linguistique à Montauban pendant la Révolution.

Originalité du propos : la langue occitane serait défendue par un jacobin montalbanais.

D'où le titre de la préface de Félix Castan : « Robespierre anti-Grégoire ».

En notes, A. Benedetto publie des extraits du courrier qu'il a échangé à ce sujet avec son préfacier : il souhaitait trouver un jacobin défendant la langue d'oc ; Castan lui répond : nous l'avons, avec Antoine Gautier-Sauzin, l'auteur de la fameuse «pétition». Mais nous sommes cependant prévenus : ce Gautier-Sauzin demeure par ailleurs un inconnu.

La «pétition» d'Antoine Gautier-Sauzin (datée du 18 décembre 1791)

En 1976, au moment même où A. Benedetto prépare sa pièce, la «pétition» sort de l'ombre, grâce au livre *Une politique de la langue* (2). Il s'agit d'un texte de cinq pages, envoyé à Grégoire. Ce n'est pas une réponse au questionnaire que le député avait envoyé, mais, vraisemblablement, un ensemble de réflexions qui fait suite au plan d'Instruction publique. Dans un premier temps, retenons de cette « pétition » les points suivants :

— Gautier, pour désigner l'occitan, utilise successivement les termes ou formules: «leur [= des paysans] idiome naturel», «leur langue maternelle», «les idiomes méridionaux», «langue naturelle», «leur idiome naturel», «leur idiome particulier». On imagine la réaction de Grégoire à la lecture d'un tel texte ! Comment un petit cultivateur de Montauban avait-il pu écrire de la sorte ? D'autant qu'il précise par exemple : « Oh ! qu'on ne croie pas que ces divers idiomes méridionaux ne sont que de purs jargons : ce sont de vraies

langues, tout aussi anciennes que la plupart de nos langues modernes ; tout aussi riches, tout aussi abondantes en expressions nobles et hardies, en tropes, en métaphores, qu'aucune des langues de l'Europe : les poésies immortelles de Goudelin en sont une preuve sans réplique.»

— Gautier exprime clairement sa volonté d'inscrire sa proposition d'enseignement en occitan dans le cadre des combats de la Révolution : « Les habitants de nos contrées sont encore bien loin d'avoir une idée nette, non seulement de notre sublime Constitution, mais même de l'immense révolution qui s'est opérée dans le royaume, et pour ainsi dire autour d'eux. » ; « La Nation, en se reconstituant, a sagement proscrit de son sein toute distinction d'ordres, de rangs, de privilèges, et n'a conservé de considération personnelle que celle qu'il importe si fort d'attribuer aux talents qui servent ou défendent la patrie et aux arts qui l'embellissent ».

De telles phrases, à coup sûr, sont assez vagues, mais le texte de Gautier n'avait pas pour but de développer les idées de son auteur au sujet de la Révolution : il s'agissait d'abord de proposer des moyens convenables pour instruire les gens des campagnes. Et comme ceux-ci ne parlent pas le français, « il se préserve ici une difficulté de détail qui par son importance mérite d'être examinée et discutée avec quelque attention. » « Un détail important » qui constitue précisément le sujet de ce colloque !

En réalité, les problèmes principalement évoqués par Gautier-Sauzin sont les suivants :

- celui de la langue et de son statut : qu'est ce qu'une « vraie langue » ?
- celui de la langue et de son enseignement : que peut-on enseigner, et surtout, à qui ?
- celui de la langue des campagnes : comment combattre l'ignorance des campagnes ?
- celui de la langue et de la Révolution : quelle langue pour la Révolution ?

Montauban et sa Société Populaire

« Si Toulouse, capitale administrative incontestée, reste la plus grande ville de la région, Montauban en 1790 se situe en seconde position, avec ses 28 milliers d'habitants, ce qui représente entre la moitié et les trois cinquièmes de la population de Toulouse, le double de celle de Pau, le quadruple de celle de Perpignan » ; « au point de vue industriel, elle l'emporte nettement sur sa puissante mais somnolente voisine » (3). La Société populaire de Montauban a été créée après les événements tragiques du 10 mai 1790 (4) ; née de la fusion de trois sociétés, elle étendit peu à peu son pouvoir. Dans l'étude

minutieuse qu'il lui a consacrée, Galabert, montre que les pauvres n'étaient pas tenu de payer pour en devenir membre : pour s'opposer aux royalistes, les révolutionnaires pouvaient ainsi regrouper plus facilement l'ensemble des forces qui leur étaient favorables (5). Mais cet accueil fait aux plus pauvres avait des limites : lorsque des brochures sont imprimées à l'intention des membres, sur les 1500 exemplaires tirés, une centaine d'exemplaires gratuits sont réservés pour les plus démunis ; mais, si l'on compare ces deux chiffres aux huit mille ouvriers montalbanais de l'époque, on comprend qu'il ne faut pas assimiler la Société populaire à l'ensemble du peuple de Montauban.

Bien que minoritaire, la Société ne manqua cependant pas d'ambitions. Si en 1790 la municipalité ne lui est pas favorable, à partir de 1792, la situation change et elle finit par imposer ses propres candidats. Par ailleurs, elle s'évertua à étendre son emprise géographique : le Comité de Salut Public créé en mars 1793 sous l'impulsion de Jean Bon Saint-André, venu comme représentant en mission, s'efforça d'étendre son autorité à l'ensemble du département du Lot.

A considérer les registres de la Société populaire montalbanaise, on constate que la question linguistique n'y occupe qu'une place très réduite, qui contraste avec celle accordée aux problèmes militaires, religieux ou sociaux. On note :

— 27 septembre 1790 : présidence Gautier. Lecture a été faite d'un imprimé portant pour titre Signalement des Aristocrates à l'Assemblée Nationale; ayant pour devise « Tu es un homme aujourd'hui, demain peut-être rien. Ton devoir ici-bas est d'être homme de bien », de l'Imprimerie Letellier. Sur quoi il a été délibéré de le faire imprimer après l'avoir préalablement traduit en « idiome gascon ». A cet effet une commission est nommée.

— 7 novembre 1790 : sur le choix de deux traductions « patoises » qui ont été faites au sujet de l'imprimé sur le Signalement des Aristocrates.

— 9 janvier 1791: l'abbé Calmels a demandé à l'assemblée son agrément pour faire périodiquement dans le local de la société, les jours qu'elle indiquera, une instruction patriotique et publique pour les enfants et les habitants de la ville et de la campagne non lettrés, dans laquelle il offre d'expliquer gratuitement tant en français qu'en « langue vulgaire » tous les avantages de la Constitution et des décrets acceptés ou sanctionnés par le Roi. Rivals, qui est protestant, se joint à cette proposition.

— 15 mai 1791 : il a été fait lecture d'un Dialogue en « patois » au sujet de la nomination de M. Sermet évêque de Toulouse. Ce dialogue a reçu les applaudissements de l'assemblée.

— 22 mai 1791: lecture d'un Dialogue en « patois » relatif à l'impôt qui a été vivement applaudi.

— 25 septembre 1791 : l'abbé Bernardy ayant pris la parole a prononcé à la

tribune un poème dans l'idiome « patois ». Vifs applaudissements Le président a aussi témoigné la satisfaction de l'assemblée.

Par la suite, plus aucune indication de cette sorte n'apparaît. F. Galabert, par ailleurs, indique que, le dimanche, pour que les gens de la campagne puissent participer, les réunions se tenaient en patois. Daniel Ligou précise quant à lui que « maintes fois la Société donne lecture ou fait diffuser des dialogues occitans mettant en scène le populaire prélat féru de cette langue » (il s'agit bien sûr du R.P. Hyacinthe Sermet).

Montauban, on le voit, s'est fort peu préoccupé de la question linguistique à cette époque. Le nom donné à la langue occitane dans les registres de la société populaire : « idiome gascon », « patois » le plus souvent, est révélateur d'une situation instable, peu maîtrisée. Mais où se trouvait donc alors notre Gautier-Sauzin ? Était-ce lui qui présidait la séance du 27 septembre 1790 ? Le questionnaire envoyé par Grégoire, en tout cas, n'est jamais évoqué dans les registres de la Société et, au moment même où Gautier-Sauzin envoie sa « pétition » à Grégoire, c'est-à-dire en décembre 1791, rien ne manifeste, dans les comptes rendus, que la question linguistique et la réponse fournie aient été mises en discussion. Qui était donc, dans ces conditions, Gautier-Sauzin ?

La famille Gautier

Les dossiers concernant la Révolution montalbanaise font immédiatement apparaître un Gautier, que j'appellerai le Gautier greffier : il occupe cette fonction de greffier de la commune en 1791 ; il devient ensuite secrétaire expéditionnaire du Comité de Salut Public en 1793 ; après thermidor, il continue à exercer cette charge auprès du Comité révolutionnaire de la ville. On le trouve, enfin, greffier au Tribunal de première instance grâce, sans nul doute, à l'appui de Jean Bon Saint-André, qui était devenu quant à lui une personnalité de l'Empire

Apparaît par ailleurs un Jean-Antoine Gautier, qui est président de la Société populaire en 1790. Président du Comité de Salut Public, il joue un rôle important dans la Révolution montalbanaise : il est en particulier élu juge de paix dès 1791 et occupera cette fonction jusqu'à la réaction thermidorienne, qui le destitue.

Un fait est certain : notre Gautier-Sauzin, de quelque façon qu'on prenne la question, n'a rien à voir avec ces divers Gautier... Pour retrouver sa trace, il faut consulter les registres d'état civil : nous y apprenons qu'il est décédé à Montauban le 17 novembre 1831, qu'il n'exerçait alors aucune profession, n'avait jamais été marié, et vivait seul. Au moment de sa mort, à l'âge de quatre vingt trois ans, il était apparemment si peu connu de ses voisins que ceux-ci ne purent, lorsqu'ils allèrent à la mairie déclarer son décès, donner le

nom de ses parents (6).

Par rapport au but initial de ma recherche, qui visait à mieux situer l'auteur de la « pétition » à Grégoire sur l'échiquier politique montalbanais, afin de savoir comment celui-ci avait défendu sur le terrain la langue d'oc et comment cette défense avait été articulée avec des prises de positions politiques, je suis réduit à constater :

- que Gautier-Sauzin préfère écrire à Paris plutôt que d'agir sur le terrain montalbanais;
- qu'il ne s'est pas comporté comme le font habituellement les correspondants de Grégoire en passant par une Société populaire;
- que ses idées politiques ne peuvent pas, dans l'état actuel de nos connaissances, être précisées.

Contrairement à ce que pose la pièce d'A. Benedetto qui m'a servi de point de départ, la rencontre ne s'est probablement pas produite, à Montauban, entre le mouvement sans-culotte et le combat pour une France plurielle en ce qui concerne la langue. Claude Mazauric, dans *les Annales de la Révolution Française*, n'avait pas eu besoin de faire tout ce chemin pour en arriver à une conclusion identique. Il écrit en effet, au sujet de la pièce de Benedetto et de la présentation de Castan: « Jamais Robespierre et les jacobins robespierristes après 1792 ne se sont séparés des partisans de l'unification linguistique comme Grégoire ou Barère ; remarquons d'ailleurs que les « fédéralistes » ne se seraient pas opposés à eux sur ce plan. Tous étaient persuadés en se fondant sur les conceptions linguistiques des Lumières, que le progrès de l'histoire des peuples se traduit par un progrès dans la langue et qu'agir sur la langue, c'est agir sur l'histoire ». (7)

Nous avons rencontré le nom du R.P. Sermet dans les registres de la Société populaire montalbanaise. Tout le monde s'accorde pour dire qu'il fut un défenseur de la langue d'oc. Mais Sermet, dans ses discours en occitan, ne dit strictement rien de la question linguistique. Il apporte cependant la preuve qu'il est possible de parler en occitan à propos de la Révolution. Or, entre 1790 et 1794, se produit une évolution qui fait que, dès septembre 1791, on ne s'intéresse plus à la question linguistique à Montauban. Pourquoi cette évolution ?

1792-1793

Si Gautier-Sauzin écrit en décembre 1791 à Grégoire pour prendre la défense de la langue d'oc, c'est certainement parce qu'il s'est rendu compte que quelque chose était en train de changer à ce sujet dans sa ville. Le 13 octobre

1791, la Société populaire «pénétrée de l'impression que fit sur les esprits la lecture de l'adresse de l'abbé Grégoire invita Jean Bon Saint-André à occuper le fauteuil de président. L'adresse sera imprimée pour être envoyée à toutes les sociétés affiliées du district et pour en éterniser les impressions il en sera fait lecture tous les mois.» Il est difficile de savoir en quoi consistait cette adresse de Grégoire ; par contre, les enjeux du moment, à Montauban comme dans l'ensemble du pays, apparaissent clairement : la Constituante va céder la place à la Législative. Jean Bon Saint-André, depuis le 'mois de juin, se prépare pour ces élections. A cet effet, il prend tous les pouvoirs dans la Société : Gautier est alors éliminé, et ne retrouvera sa place qu'en mai 1792, lorsqu'il redeviendra président.

Or c'est après cette élimination que la question linguistique occitane cesse d'être évoquée par la Société populaire montalbanaise. Mais cette coïncidence autorise-t-elle à supposer que nos deux Gautier se soient concertés un tant soi peu à ce moment ?... Notons par ailleurs que le nom du R.P. Sermet apparaît encore une fois en 1792 dans les registres à la date du 6 janvier : « Sermet, évêque métropolitain de Toulouse nous a envoyé une instruction pastorale dédiée aux fidèles de son diocèse qui a été accompagnée d'une lettre d'envoi dont la lecture a été faite». Y avait-il encore de l'occitan dans tout cela ?...

Ajoutons que dans le registre des délibérations du Comité de Salut Public des années 1793-1794, on ne trouve rien au sujet de la langue, ni pour la défendre, ni pour la condamner. Quelques jours avant thermidor, une femme est arrêtée parce qu'elle diffusait une chanson patoise. Mais le fait que la chanson contre-révolutionnaire ait été écrite en occitan n'est jamais mentionné par la suite dans les pièces relatives à cette affaire.

Bilan et hypothèses

Les sources, on le voit, sont rares et difficiles à interpréter. Tentons cependant de proposer quelques hypothèses explicatives. Et d'abord en ce qui concerne le problème de la langue par rapport à l'instruction publique.

La Révolution veut distribuer le savoir et se pose la question : à l'aide de quelle langue ? La conception de l'instruction publique ne peut en effet renvoyer qu'à une conception linguistique, dans une première étape. Gautier-Sauzin propose quant à lui un enseignement en langue d'oc car il juge les paysans trop peu intelligents pour pouvoir apprendre le français. Cette incapacité, pour lui, tient d'abord au type de travail qu'ils effectuent quotidiennement : « occupés, dès l'âge de raison, aux travaux continuels des champs, d'où dépend leur existence, auront-ils le temps d'étudier le français et le degré d'intelligence nécessaire pour l'entendre ? ». La réponse de

Gautier-Sauzin est évidemment négative, puisqu'il renonce à proposer que le français serve à l'éducation des paysans.

Cette réflexion est d'ailleurs pour lui l'occasion de se livrer à une distribution claire des différentes classes d'individus : « C'est pourquoi l'Assemblée Constituante a cru devoir approprier son plan d'éducation à ces deux différentes classes de citoyens. Elle a destiné au peuple riche l'éducation publique proprement dite, et au peuple pauvre l'éducation publique et gratuite. De la première de ces écoles sortiront la sagesse éclairée de nos Administrateurs, l'intégrité des lumières de nos magistrats, de nos juges, la droiture de nos ministères, le génie et les vertus de nos législateurs... L'objet de la seconde sera d'apprendre aux enfants à lire avec fruit, à écrire avec une sorte d'intelligence, à calculer avec précision ; et de former leur esprit et leur cœur aux principes invariables et inséparables de la religion et de la Constitution. » Sans doute sur ce point Gautier-Sauzin et Grégoire devaient-ils se rejoindre. Mais pour atteindre un tel objectif, pour Grégoire, c'est l'instituteur créateur d'une nouvelle société qui produit l'unité nationale par le centre ; pour Gautier, c'est l'instituteur qui refuse de poser la question de l'unité, qui refuse de dépouiller le peuple de sa richesse linguistique, qui se met donc à sa portée, qui doit remplir un tel rôle.

On retrouve des enjeux similaires en ce qui concerne la question des rapports entre langue et religion. Y a-t-il eu, à Montauban, des attitudes différentes face au problème de la langue selon que l'on était catholique ou protestant ? Je remarque simplement que les défenseurs de l'occitan, en 1790-1791, sont surtout des ecclésiastiques : tel est le cas de Calmels, de Bernady, de Sermet aussi. Mais Derey, qui, comme président, félicite Bernardy pour son poème en occitan (« La France régénérée ») est quant à lui protestant, tout comme Jean Bon Saint-André...

Troisième point : les campagnes. C'est Grégoire qui met les campagnes au cœur de son argumentation. Gautier-Sauzin le suit parfaitement sur ce point : il n'y a pour lui dans les campagnes qu'ignorance, superstitions, etc. En contraste, relisons sur ce sujet Mary-Lafon. Voici comment il présente les campagnes montalbanaises à la même époque : « Dans les campagnes où à la fin le joug féodal était devenu trop lourd et où la dîme, la taille et la gabelle pressuraient trop cruellement la population, leur influence [des partis de la monarchie] n'était point à craindre. Mais elle dominait presque sans rivale dans la plupart des villes. Là, ils avaient eu l'art de persuader au peuple, qui ne voit jamais que le présent, que la suppression des parlements allait tarir tout à coup la source des revenus publics et ruiner la cité » (8). Et pourtant, à côté de cette analyse, voici ce que déclare, avec vingt de ses amis, le président de la Société Populaire de Villebrumier à celle de Montauban, le 24 juin 1791 :

«Nous ne sommes pas orateurs à la campagne. Aussi nous ne vous apporterons pas de discours façonné, notre dessein n'étant point de vous fatiguer d'un parlage rebattu et tout à fait inutile. Nous venons messieurs vous faire hommage de notre patriotisme qui est plus de votre goût et qui vaut mieux en effet que des paroles qui s'envolent... ». La campagne, lieu d'un certain savoir (auquel participe, entre autres choses, la langue occitane), lieu d'une certaine Révolution, va devenir un nouveau mythe. Poser la question de la langue, c'est poser parallèlement la question de ce mythe.

Et la politique ?

La politique, ce n'est pas seulement les textes législatifs, l'activité des députés, des comités... Claude Mazauric, toujours à propos de la pièce de théâtre d'A. Benedetto, après avoir évoqué Robespierre, écrit : « L'unification linguistique par le français national n'a pas seulement résulté de la politique de la langue des révolutionnaires, mais aussi d'un dessaisissement en profondeur par les masses françaises (révolutionnaires ou révolutionnées) d'une part de leurs parlars régionaux, lesquels étaient précisément adaptés aux anciennes formes de la vie sociale, notamment rurale. Remarquons que ce «dessaisissement» linguistique reflète très précisément le consentement relatif mais dominant, de la société civile dans son ensemble à l'hégémonie de la bourgeoisie révolutionnaire à la fin du 18e siècle.»

C'est à travers l'expression actuelle du mouvement occitan que j'ai tenté d'aborder cette question à partir du Montauban. C'est avec lui que je vais maintenant terminer.

Les questions qui me préoccupent sont évidemment d'ordre historique. Mais étudier la portée des effets de la Révolution française ne peut pas être une étude en dehors du temps. L'unité par le centre renvoie à l'éducation, mais aussi au politique. Or c'est cette voie, qui l'emporta finalement, qu'il convient d'examiner de près, de mesurer dans toute son ampleur.

Le politique conçu comme bonheur social distribué par le haut débouche inévitablement sur une France avec une seule langue. Le politique conçu comme bonheur individuel gagné par la lutte quotidienne représente le développement de chacun, à travers ses richesses propres, et, peut-être, une France plurielle. Ici, c'est le quotidien qui devient sacré, tandis que la religion n'est plus qu'un extérieur, ou un ailleurs, car le savoir n'est plus reçu, mais auto-construit. Gautier-Sauzin, qui décidément pensait à tout, faisait en ce domaine des propositions concrètes : «imprimer des Alphabets purement

gascons, languedociens, provençaux», «établir pour chacun de ces idiomes méridionaux une orthographe uniforme et invariable». Pour lui, notons-le, la langue d'oc est multiple (9).

Ce carrefour entre langue/instruction/religion/politique peut, je pense, nous aider à mieux comprendre comment s'est construit notre pays depuis l'époque de la Révolution ; il permet en même temps de situer avec plus de précision le rôle d'un combat occitan pour le transformer aujourd'hui, au moment où la nécessité d'une France plurielle se fait jour avec force.

NOTES

- 1) André Benedetto, Les drapiers jacobins, Le siège de Montauban ; Mandrin, Paris, P.J. Oswald éd., 1976.
- 2) Michel de Certeau, Dominique Julia, Jacques Revel, Une politique de la langue, Paris, Gallimard, 1976.
- 3) François Grèzes-Rueff, Histoire de Montauban, Toulouse, Privat, 1984, p. 219.
- 4) Archives départementales de Tarn-et-Garonne, L 401, 402, 403.
- 5) F. Galabert, « La Société des Jacobins de Montauban », Revue d'histoire moderne et contemporaine (deux articles).
- 6) Archives départementale de Tarn-et-Garonne, série E, état civil.
- 7) Claude Mazauric, Révolution et jacobinisme, Paris, éditions Sociales, 1984 (reprend, à partir de la p. 245, l'article publié auparavant dans les Annales de la Révolution Française).
- 8) Mary-Lafon, Histoire d'une ville protestante, Paris, Amyot, 1862.
- 9) Gautier-Sauzin publie en 1799, chez Fontanel, Coup-d'œil sur l'éducation.